

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Campagne anti Sarkozy-Bayrou : sortez les sortants !
Communiqué no 26

Sarkozy-Bayrou : plus de quatre ans de majorité UMP-UDF

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : dimanche 18 mars 2007

Démocratie & Socialisme

Sarkozy et Bayrou nous sont maintenant présentés comme des « hommes neufs ». Le premier incarnerait « la rupture », le second serait le candidat « anti système ».

Rien n'est plus faux.

Ce sont tous les deux, deux vieux routiers de la Droite, ministres de Balladur entre 1993 et 1995. En janvier 1994, Bayrou avait, d'ailleurs, réussi à faire descendre plus d'un million de personnes dans la rue, à Paris, en réponse à son projet de loi anti-laïque.

Nicolas Sarkozy a été ministre de l'Intérieur et n°2 des trois gouvernements Raffarin et du gouvernement de Villepin. Il fait aujourd'hui comme s'il n'avait rien à voir avec la politique menée par ces gouvernements. Quant à Bayrou, il n'a pas participé directement à ces gouvernements mais l'UDF Gilles de Robien a participé aux trois gouvernements Raffarin avec le plein accord de Bayrou. Deux autres partisans de Bayrou aux présidentielles de 2002, « membres de la société civile », siégeaient aux deux premiers gouvernements de Raffarin. Le ministre de l'Education Luc Ferry et le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Francis Mer. Ce dernier était à la fois un partisan de Bayrou et un ancien dirigeant du Medef, ce qui devrait quand même donner à réfléchir...

De Robien est resté accroché à un poste de Ministre dans le gouvernement de Villepin. Contre l'avis de Bayrou qui n'a toutefois rien fait pour que de Robien soit exclu de l'UDF : une preuve supplémentaire que l'UMP et l'UDF sont bien une seule et même grande famille même si l'on s'y dispute le droit d'aïnesse.

Bayrou comme Sarkozy, les 360 députés de l'UMP comme les 30 députés de l'UDF ont voté, main dans la main, les lois les plus réactionnaires depuis Pétain.

L'UMP et l'UDF (Sarkozy et Bayrou) se sont attaquées à tous les acquis du salariat et essayé de rogner, par tous les bouts, par tous les âges, les droits liés au contrat de travail.

La Droite (UMP-UDF) a commencé dès 2002 : elle a supprimé les emplois jeunes, vidé les lois sur les 35 heures de leurs contenus, elle a abrogé la loi de modernisation sociale qui permettait aux salariés de se protéger contre les licenciements boursiers et le harcèlement moral.

La Droite (UMP-UDF, Sarkozy et Bayrou) a utilisé tous les moyens : lois, règlements, ordonnances pour satisfaire le Medef.

Avec les lois Fillon et Douste-Blazy, la Droite (UMP-UDF) a considérablement fragilisé les retraites par répartition et l'assurance maladie. Elle a agréé deux conventions Unedic (en 2002 et 2005) qui faisaient reculer les droits des chômeurs et ceux des intermittents du spectacle. Elle a mis en place le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) qui permet de licencier un salarié, sans motif, pendant deux ans. Et contrairement à ses affirmations, cette mesure n'a créé aucun emploi supplémentaire : les employeurs ont bénéficié d'un « effet d'aubaine » et embauché avec un CNE des salariés qu'ils auraient, de toute façon, embauché en CDI ou en CDD. Certes, Bayrou a voté contre le CNE mais aujourd'hui, il se prononce contre son abrogation...

La Droite UMP-UDF a plus discrètement remis en question de multiples droits sociaux :

- visite médicale tous les deux ans et non plus tous les ans ;
- ▶ suppression du registre de l'Inspection du travail ;
- ▶ passage de la fiche de paye de 21 à 7 lignes pour empêcher les salariés et les syndicats de défendre leurs droits ;
- ▶ salariés en contrats précaires et jeunes de moins de 26 ans exclus du calcul des effectifs afin d'empêcher l'élection de délégués du personnel ou au comité d'entreprise dans de très nombreuses PME ;
- ▶ report des élections des conseils de Prud'hommes ;
- ▶ vote d'une loi qui facilite la création de faux « travailleurs indépendants » pour lesquels n'existent ni congés payés, ni cotisations sociales employeurs, ni durée de travail hebdomadaire...

Elle a permis à des accords d'entreprise ou à des accords de branche de déroger à la loi.

Elle a rendu impossible la réintégration dans l'entreprise après une procédure illégale de licenciement pour motif économique.

La Droite, Bayrou comme Sarkozy, s'est attaqué aux jeunes. La Droite a autorisé l'apprentissage à 14 ans, le travail de nuit à 15 ans et en faisant passer l'horaire de travail des moins de 18 ans de 7 à 8 heures par jour. La Droite (UMP-UDF) a reçu une claque magistrale en retour lorsqu'elle a essayé de mettre en place le Contrat Première Embauche autorisant à licencier sans motif, pendant deux ans, les jeunes embauchés de moins de 26 ans. Et malgré tous ses discours, Bayrou, le 21 février 2006, a préféré entériner la loi qui mettait en place le CPE que de voter la motion de censure socialiste.

La Droite (Sarkozy comme Bayrou) s'est attaqué, également, aux salariés âgés.

Elle a supprimé, en effet, la contribution Delalande qui obligeait un employeur à verser entre un mois et 12 mois de salaires aux Assedic en cas de licenciement d'un salarié de plus de 50 ans.

La Droite (UMP-UDF, Sarkozy et Bayrou) a fait stagner les salaires.

Elle a bloqué l'augmentation du Smic pour 80 % des salariés payés au salaire minimum. Elle a bloqué les salaires dans la fonction publique. Elle a accentué la vie chère en laissant les loyers et les charges augmenter de 30 % en cinq ans.

Et contrairement à toutes ses affirmations, **la Droite (Sarkozy et Bayrou) a obligé les salariés à travailler plus pour gagner moins.** Pour y parvenir, elle a retiré les astreintes et de nombreux temps de déplacements du temps de travail effectif. Pour atteindre cet objectif, elle a fait passer le contingent légal d'heures supplémentaires de 130 à 200 heures : un salarié devra donc, maintenant, attendre la 201^{ème} heure de travail supplémentaire pour percevoir le surplus de 100 % qu'il percevait, auparavant, dès la 131^{ème} heure. Pire, la droite (Sarkozy et Bayrou) a autorisé les branches professionnelles à dépasser ce plafond : il est maintenant de 230 heures dans la poissonnerie et de 360 heures dans l'hôtellerie-restauration(800 000 salariés) !

Mais aujourd'hui, Sarkozy et Bayrou qui ont participé, appuyé, initié tous ces coups bas contre les salariés se présentent (avec l'appui intensif des principaux médias) comme des innocents aux mains douces et blanches ...

La Droite UMP-UDF (Sarkozy et Bayrou) a baissé l'impôt sur le revenu.

Mais cette baisse n'a pas profité aux 50 % de foyers qui ne paient pas d'impôt sur le revenu. Cette baisse a surtout

profité aux plus fortunés : 10 % des contribuables ont bénéficié de 69 % de la baisse de 5 % en 2002 ; 4,5 % des contribuables ont bénéficié de 56 % de la baisse de 1 % en 2003 ; 2,9 % des contribuables ont bénéficié de 45 % de la baisse de 3 % en 2004...

Bayrou a voté l'état d'urgence en novembre 2005 contre les jeunes des banlieues.

Domage que lors de sa visite à Saint-Denis il ait oublié d'en parler !

La Droite UMP-UDF (Bayrou et Sarkozy) a privatisé et multiplié les attaques contre le service public : autoroutes, France-Télécoms, Edf-GDF, la Poste, la SNCF, l'Education Nationale...

Sarkozy et Bayrou ont voté tous les budgets, toutes les orientations politiques de Raffarin et de Villepin jusqu'en mai 2006. Sarkozy a continué après mai 2006. Il devenait alors trop dangereux pour Bayrou de rester dans le même navire que l'UMP. Il devenait urgent pour lui de s'en démarquer tout en continuant à défendre le même programme de fond : celui du Medef.

Sarkozy et Bayrou sont deux clones libéraux responsables de l'état dans lequel se trouve notre pays : des profits qui explosent (plus de 30 % d'augmentation pour les sociétés du CAC40 en 2006) et la pauvreté, la vie chère, la précarité, le sur-travail ou le chômage qui s'étendent inexorablement, pour la très grande majorité de la population.

Dans les Conseils généraux où ils sont majoritaires, l'UMP et l'UDF continuent à gérer tranquillement, dans l'unité.

Lorsque les parlementaires européens UDF et UMP ont voté la directive « Bolkestein » en novembre 2006, ni Sarkozy, ni Bayrou n'ont protesté.

Les parlementaires PS, PCF et Verts, eux, ont tous voté contre.

Pour l'avenir, les programmes de l'UMP et de l'UDF, de Sarkozy comme de Bayrou sont d'accord sur l'essentiel : le partage des richesses.

Ils sont contre la hausse du Smic. Ils veulent tous les deux que les salariés « travaillent plus pour gagner plus ». Ils veulent exonérer de cotisations sociales les heures supplémentaires, ce qui les rendraient moins coûteuses que l'embauche et aggraverait le chômage. Ils sont contre l'abrogation du CNE.

Ils veulent accentuer les dégâts de la loi Fillon contre les retraites par répartition. Bayrou va même plus loin que Sarkozy en proposant la retraite par points qui ne prendrait en considération ni les enfants élevés, ni les périodes de chômage ou de maladie dans le calcul de la retraite. Ils veulent accentuer les dégâts de la loi Douste-Blazy contre l'assurance-maladie et amener les assurances complémentaires à se substituer de plus en plus à l'assurance-maladie obligatoire.

Ils veulent diminuer l'Impôt de Solidarité sur la Fortune et les droits de successions. Tous les deux « étudient » une hausse de l'impôt le plus injuste : la TVA.

Le seul rempart contre ces deux clones de Droite, c'est la gauche. La seule alternative, le seul vote efficace c'est le vote pour la candidate du Parti Socialiste : pour Ségolène Royal.

Jean-Jacques Chavigné